

Commentaires spécifiques du territoire Bourgogne-Beaujolais

Ce territoire est structuré selon une disposition générale nord-sud. Il n'a d'unité que par l'accident géologique majeur qui le modèle du nord au sud : terrains cristallins bordés de terrains calcaires sur les piémonts. Sa topographie de coteaux est fortement marquée par l'identité viticole qui l'a artificialisé. L'histoire l'Homme et de l'eau sont intimement liés (nombreux aménagements cisterciens en Bourgogne).

Il se compose de 28 masses d'eau superficielles soit 822 kilomètres de linéaire, de 3 masses d'eau plan d'eau, de 2 masses d'eau artificielles (le canal de bourgogne et le canal du centre) et de 6 aquifères.

La pluviométrie plutôt faible, le régime pluvial des cours d'eau et la profondeur limitée du bassin versant en font un secteur marqué par des étiages sévères et des crues parfois violentes. De la sorte, l'impact des activités anthropiques devient très fort.

Si l'agriculture (viti-vinicole sur les cotes et élevage sur les monts) apparaît comme un des éléments majeur de l'activité économique, une longue tradition industrielle subsiste dans le bassin de la Brevenne-Turdine, avec une activité parfois impactante pour le milieu : la teinturerie.

On notera par ailleurs, le développement péri-urbain dans le prolongement des agglomérations de Lyon et de Villefranche-sur-Saône au sud, et de Dijon au nord.

Les masses d'eau superficielles

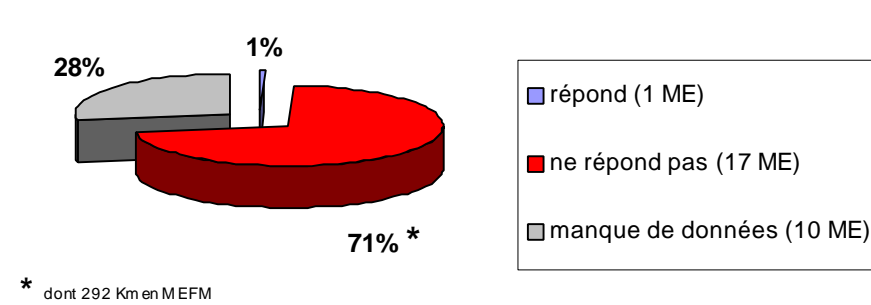


Figure 1 : ME susceptibles de répondre à l'objectif de bon état en linéaire pour 2003 (total = 822 Km)

L'évaluation du risque NABE 2015 (Fig. 2) consiste, selon des éléments physiques, physico-chimiques et biologiques, à apprécier l'écart entre l'état actuel de la qualité de l'eau et l'état prévisionnel à l'horizon 2015. Dans l'attente d'une définition formelle au niveau européen, le bon état écologique est déterminé par les classes de qualité verte et bleue du système national d'évaluation de la qualité de l'eau (SEQ EAU).

Par ailleurs, l'estimation de l'évolution des pressions, et par conséquent des impacts probables à échéance 2015, est générée par l'application d'un scénario d'évolution. Ce dernier intègre l'application des réglementations en cours, les plans d'actions opérationnels ou en phase de l'être (SAGE, contrats de milieu, de branche, ...), ainsi que les grandes décisions d'aménagement du territoire (urbanisme, infrastructures, ...).

A titre d'illustration et afin de mieux appréhender « l'effet » scénario d'évolution, de prendre la mesure de l'enjeu que représente les questions importantes, d'apprécier la marge de progrès et le chemin à parcourir et enfin, d'évaluer l'importance de la phase de caractérisation plus poussée des masses d'eau, nous avons mis en regard l'état de la qualité de l'eau en 2003 avec le bon état écologique (Fig. 1), tel que défini actuellement.

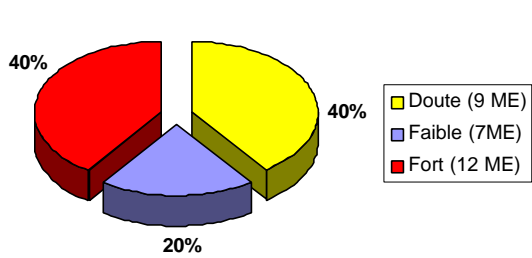


Figure 2 : Evaluation du risque NABE en linéaire (total = 822 km)

L'atteinte du bon état semble possible pour 7 masses d'eau (Fig 2). Leurs paramètres physico-chimiques s'échelonnent de moyen à très bon. Il s'agit pour l'essentiel de systèmes hydrographiques supérieurs (Haute Turdine, Soanan, Grosne Orientale et Grosne, Ouche supérieure), malgré une pollution domestique omniprésente sur le territoire.

Près de 660 kilomètres de cours d'eau risquent de ne pas atteindre le bon état écologique (risque doute ou fort). Il s'agit pour l'essentiel des moyennes et basses vallées des cours d'eau des coteaux viticoles. Les métaux, les pesticides, les matières phosphorées, les nitrates, les micropolluants organiques sont les principales altérations responsables du risque.

Les bassins de la Brevenne, de la Turdine, de l'Azergues, de l'Ardières, de la Petite Grosne, de la Mouge, du Grison, de la Grosne, du Meuzin et de l'Ouche sur leurs secteurs inférieurs cumulent de mauvais paramètres physico-chimiques (rejets des collectivités, rejets des activités de viti-viniculture dans les stations d'épuration des Côtes et intrants des grandes cultures en plaine, rejets de l'industrie à Dijon, Chalon-sur-Saône) et hydromorphologiques (présence d'étangs, rectification des linéaires, discontinuité amont-aval). Le risque NABE est considéré ici comme fort.

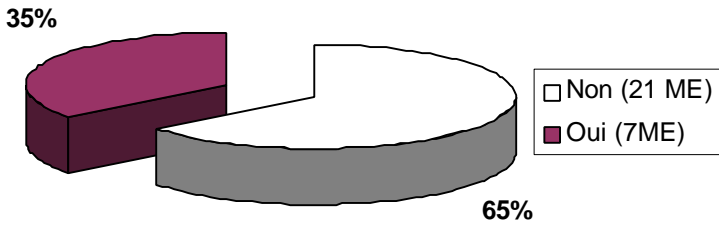


Figure 3 : Pré-identification des masses d'eau fortement modifiées en linéaire (total MEFM = 1581 km)

La pression anthropique est telle sur certaines masses d'eau que leurs caractéristiques physiques (au niveau hydromorphologique) les déclassent en masse d'eau fortement modifiée. C'est le cas de la Brevenne, de la Turdine, de la Petite Grosne aval, du Meuzin et de l'Ouche aval, de la Tille et de la Norge (agriculture et hydroélectricité).

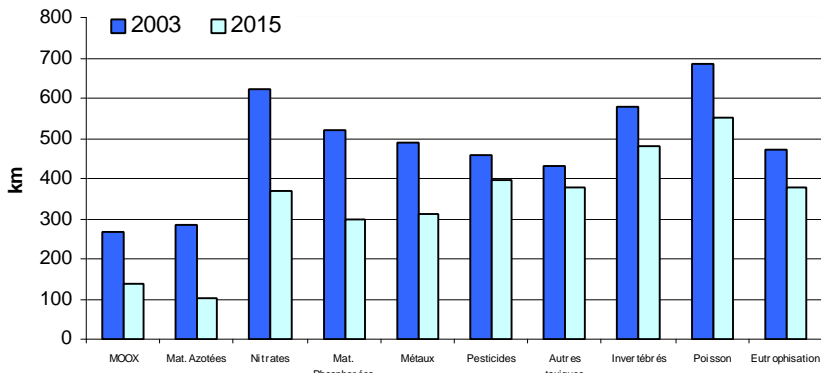


Figure 4 : Evolution des linéaires des masses d'eau superficielles dégradées par paramètres physico-chimiques et biologiques

Dans une projection à 2015, les altérations physico-chimiques de type phytosanitaires et nitrates restent les plus importantes. Les efforts localisés des procédures de gestion de maîtrise des pollutions diffuses viti-vinicoles et industrielles toxiques doivent se poursuivre. L'amélioration des rendements des unités de traitement des collectivités se traduit par le faible linéaire de cours d'eau concerné par les altérations de type MOOX, matières azotées.

L'Ardières et l'Azergues cumulent cependant des handicaps sur les métaux et les pesticides liés aux activités viti-vinicoles et aux rejets des industries (fonderies). Globalement, la qualité biologique reste mauvaise et l'eutrophisation conséquente. La pression anthropique n'a laissé que des associations animales ou végétales banales ou fortement dégradées.

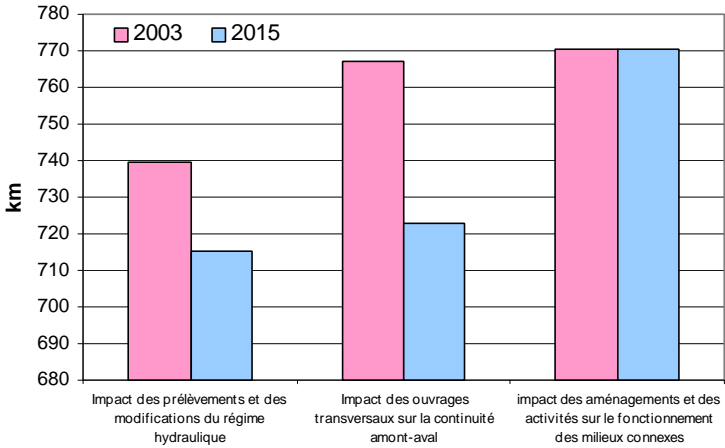


Figure 4 : Evolution des linéaires de masses d'eau touchées par les pressions physiques

Les impacts hydromorphologiques prévisibles en 2015 sont forts sur le territoire, puisque sur 822 km plus de 685 km devraient être concernés par au moins un type d'impact. La Petite Grosne aval, la Turdine et la Brevenne jusqu'à la confluence avec l'Azergues cumulent les trois impacts en 2003. A perspective 2015, elles les cumuleront encore (ouvrages, recalibrages).

Les masses d'eau souterraines.

Sur les 6 aquifères du secteur, le risque principal de non atteinte du bon état porte sur les alluvions de la Saône entre le confluent du Doubs et les Monts d'Or et les alluvions de la Grosne. Les déséquilibres sont d'ordre qualitatif. Ils sont liés aux activités agricoles (pesticides et nitrates de la culture de la vigne sur les coteaux et de la grande culture en plaine).

Quant à la nappe de Dijon sud ; elle est estimée en risque moyen du point de vue quantitatif et surtout qualitatif (pesticides et nitrates).

Les masses d'eau plan d'eau

Pour les masses d'eau plan d'eau, le manque de données des réservoirs de Chazilly, de Montaubry et de Panthier (estimé en qualité mauvaise pour 2003), ne permettent pas de statuer sur le risque de non atteinte du bon état écologique.

Les questions importantes du territoire

A l'échelle du territoire Bourgogne-Beaujolais, l'atteinte du bon état soulève de grandes problématiques retenues au niveau du district sous la forme de questions importantes. Pour atteindre les objectifs communautaires, il faudra y apporter des réponses.

- La contamination par les produits toxiques apparaît comme un facteur majeur de risque de non atteinte du bon état des eaux. Les molécules et les sources sont diverses (agriculture, industries, collectivités, particuliers). Les efforts de certains secteurs d'activité comme l'agriculture et l'industrie sont réels. **Quels outils techniques et financiers (mesures agri-environnementales, taxes générales sur les activités polluantes, redevances, aides financières) mettre en oeuvre ?**
- Le bon fonctionnement hydrologique et morphologique est souvent une condition nécessaire à l'atteinte du bon état écologique. Le développement d'actions de restauration reste insuffisant. L'enjeu est de concilier développement socio-économique et fonctionnalité du milieu naturel. **Comment intégrer mieux, la restauration physique et fonctionnelle des milieux dans les politiques de gestion de l'eau ?**
- Les eaux souterraines sont vulnérables sur le territoire et la connaissance (qualitative et quantitative) sur ces aquifères est limitée. **Comment dynamiser la mise en place plus nombreuse d'outils de gestion des aquifères ? (Contrats de nappe, SAGE...).**
- Certaines masses d'eau qui risquent de ne pas atteindre les objectifs environnementaux de la directive, restent orphelines de toute démarche concertée. Par ailleurs, la pérennité des structures en place n'est pas garantie. **Comment assurer une ressource financière pérenne aux structures locales et mener une politique volontariste de développement en lien avec les établissements publics et les collectivités territoriales ?**